

DISCUTONS-EN!

Bulletin de liaison des comités
de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

N° 1 Juin 1978

Prix : 2,50 F



DISCUTONS-EN!

Bulletin de liaison des comités
de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

N° 1 Juin 1978

■ Editorial	p. 3
■ Initiatives des comités :	
- Grenoble	p. 5
- Besançon	p. 7
- Tonnerre	p. 8
- Lille	p. 9
- Montreuil	p. 10
■ Projet de plate-forme	p. 11
■ Projet de plate-forme revendicative	p. 14
■ Nouvelles brèves des comités	p. 17
■ A propos des radios libres	p. 20
■ Communiqué	p. 21

EDITORIAL

Des changements significatifs se sont produits depuis les élections : après une certaine démoralisation chez des travailleurs influencés par la gauche, chez des syndicalistes, un certain renouveau des luttes ouvrières apparaît. Ces aspects nouveaux de la situation sont porteurs de nouvelles perspectives pour le développement de notre Union.

De nouvelles perspectives

L'échec de la gauche, nous l'avons dit en traçant le bilan des élections n'est pas bien sûr, l'échec des travailleurs. Et l'offensive de Barre, les grèves et en particulier celles engagées par les ouvriers de Renault laissent prévoir la possibilité de dures ripostes.

Favoriser le développement des luttes, c'est une des premières tâches de l'UOP. Le plus largement possible, nous devons les populariser, en faire connaître les mots d'ordre, les revendications, les formes d'organisation. Nous-mêmes, nous pouvons aux portes des usines, dans les quartiers populaires, aux sorties des magasins, des lycées... confectionner des journaux muraux et les afficher. Cette large popularisation est une nécessité pour que tous les travailleurs et toutes les couches du peuple s'emparent de cette idée que *«Seule la lutte paie»* pour que se construise autour des luttes cette unité populaire qui, seule, peut permettre de vaincre.

Reprendre et développer les acquis des luttes passées, permettre que des paysans apportent leur soutien, que des collectes soient largement organisées par les femmes de grévistes, des jeunes des quartiers par exemple, que des débats s'organisent autour de la lutte, c'est répondre à l'un des objectifs que se fixe l'UOP.

Construire une force autour des luttes des travailleurs, mais pas seulement. Car l'enjeu, s'il est en premier lieu de favoriser l'apparition d'un rapport de forces qui contraigne la bourgeoisie à reculer, a aussi une autre dimension. En effet, la construction de l'UOP n'est pas une simple réponse à des luttes qui pourraient revêtir une véritable ampleur ; elle correspond à une exigence plus

profonde : faire émerger des divers mouvements de lutte qui remettent en cause, sur des points précis, l'organisation de la société et ses conséquences, les idées-forces qu'ils ont en commun ; faire apparaître à travers la diversité de ces mouvements, de ces axes de lutte, leurs points de convergence, telle est l'autre tâche fondamentale de la période.

Non pas qu'il s'agisse pour l'UOP de supplanter les organisations qui se sont fixé de lutter contre la dégradation du cadre de vie, contre le racisme, contre les différentes formes d'oppression, contre les brimades sexistes, contre *«toutes les marées noires du capitalisme»*. Mais dans les luttes sur ces fronts apparaît de plus en plus la nécessité de mettre en commun toute une série d'idées et de préoccupations, de développer cette autonomie du mouvement de masse qui ne s'en remet ni à la droite ni à la gauche pour la satisfaction de ses revendications.

Favoriser par un échange de points de vue la discussion sur la situation actuelle et les perspectives, sur la possibilité de construire une autre société, constitue aujourd'hui un moyen pour construire cette force nécessaire à toutes les victoires sur la bourgeoisie en place.

Des premières rencontres entre militants écologistes, animateurs d'associations de quartier ou du cadre de vie, membres d'unions de consommateurs, syndicalistes, militantes du mouvement des femmes, etc. ressort l'intérêt de tels débats et la volonté commune de les approfondir, d'engager certaines actions ensemble sur les points de convergence.

Tels sont, à notre avis, les axes dont doit s'emparer l'UOP aujourd'hui pour entreprendre véritablement son développement. Mais cela ne suffit pas. Si les initiatives les plus diverses donnent à l'UOP la réalité de sa vie politique, font entrevoir le rôle de pôle qu'elle peut jouer, cette force n'aura de poids que si elle commence à se structurer un peu plus. Et c'est à cela aussi que nous devons nous attacher dans la période.

Développer l'UOP

Poursuivant la bataille engagée lors des législatives dans le cadre des listes UOPDP, notre Union peut et doit aller de l'avant.

Dans cette perspective, le Comité d'Animation National qui poursuit, les élections passées, l'effort entrepris dans la période précédente par le Comité d'Initiative a, à sa dernière réunion, établi plusieurs propositions.

► Comme beaucoup de comités l'ont demandé, la question du nom de l'organisation a été examinée. Le sigle jugé lourd et difficile à adopter, ne semblait d'autre part pas refléter avec assez d'exactitude la réalité de notre peuple. C'est pour refléter plus exactement cette réalité qu'a été proposée la transformation de notre sigle en Union Ouvrière et Populaire. C'est pour exprimer qu'au sein de notre peuple, à côté des travailleurs des usines et des champs dont le rassemblement est essentiel, existent de très nombreux employés, travailleurs hospitaliers, des banques, des postes, des enseignants... travailleurs qui peuvent lutter pour l'établissement de la démocratie prolétarienne, que le Comité d'Animation National propose cette transformation. Il serait souhaitable que les comités qui ne l'ont pas encore fait débattent de cette question et fassent connaître rapidement leur point de vue.

► Il est également nécessaire — c'est un point particulièrement souligné par les comités — que notre Union se dote d'une plate-forme politique et revendicative qui réponde aux tâches de la période. Le projet de plate-forme qui figure dans ce numéro est donc proposé à la discussion des comités. A son sujet, le CAN a formulé quelques remarques : le fait que la plate-forme doit être adaptée à la situation actuelle qui n'est plus celle des élections et qui, par certains aspects, se différencie de l'immédiat après-élections ; le fait aussi que notre intervention dans le cadre de la campagne électorale imposait, du fait même de la multiplicité des candidatures, une nette délimitation de nos positions, alors qu'aujourd'hui l'élaboration d'une plate-forme plus ouverte est possible et nécessaire. Là aussi, que les comités discutent de ces propositions et fassent part de leurs remarques.

► Pour que l'UOP puisse effectivement jouer son rôle d'animation de débats politiques, le CAN a mis en place plusieurs commissions : Commission luttes, Commission Cadre de vie, Commission Ecologie, Commission Femmes, Commission Paysans, Commission Ecole-Jeunesse-Culture. Le CAN demande à tous les camarades qui souhaitent participer au travail de ces commissions de se faire connaître.

► Enfin, il est nécessaire que nous fassions largement connaître l'UOP et ses propositions, que nous renforçons notre Union. Diffusion du bulletin,

édition d'affiches popularisant les initiatives de l'UOP permettront de la faire connaître. Mais c'est aussi à chaque comité de s'emparer de tout ce qui pourra favoriser son développement : discussion large en assemblées générales des initiatives du CAN et des comités, commissions des comités ouvertes à tous ceux qui sont d'accord pour travailler sur cet axe, même s'ils ne sont pas d'accord en tous points avec l'UOP...

Comme l'UOP toute entière, le Bulletin, c'est l'affaire des comités

Faciliter la coordination des comités et le développement des initiatives, constituer un lieu d'échanges, d'idées, d'expériences ; un lieu de débats tel est le but que se fixe *Discutons-en !* pour mieux préciser l'orientation de l'Union.

Certes, ce numéro n'est qu'une première ébauche de ce que devrait, à notre avis, offrir un tel bulletin :

- des bilans des comités, de leurs initiatives, leurs perspectives ;
- des nouvelles brèves, des informations sur la vie des comités et des associations, les rencontres, débats, émissions de radios libres, etc. ;
- une tribune libre où les membres des associations écologistes, des mouvements de femmes, etc. pourraient exprimer et faire connaître leur point de vue.
- des tables rondes, interviews... rendant compte des initiatives, des échanges de points de vue.

Point de jonction des comités, *Discutons-en !* doit aussi être ouvert à tous ceux qui veulent contribuer au débat.

Aux comités de faire part au CAN de leurs initiatives, de rendre compte des débats qu'ils organisent.

Multiplions les initiatives pour faire de l'UOP une force politique !

Pour les luttes, pour préparer le socialisme de demain, construisons l'UOP !

BULLETIN D'ADHÉSION A L'U.O.P.

NOM
PRENOM
Profession
Adresse :

POUR TOUT CONTACT, écrire à :
Bernard ROUHAUD.
84 quai de Jemmappes. 75010 PARIS

Initiatives des comités...

GRENOBLE

Bilan du travail effectué

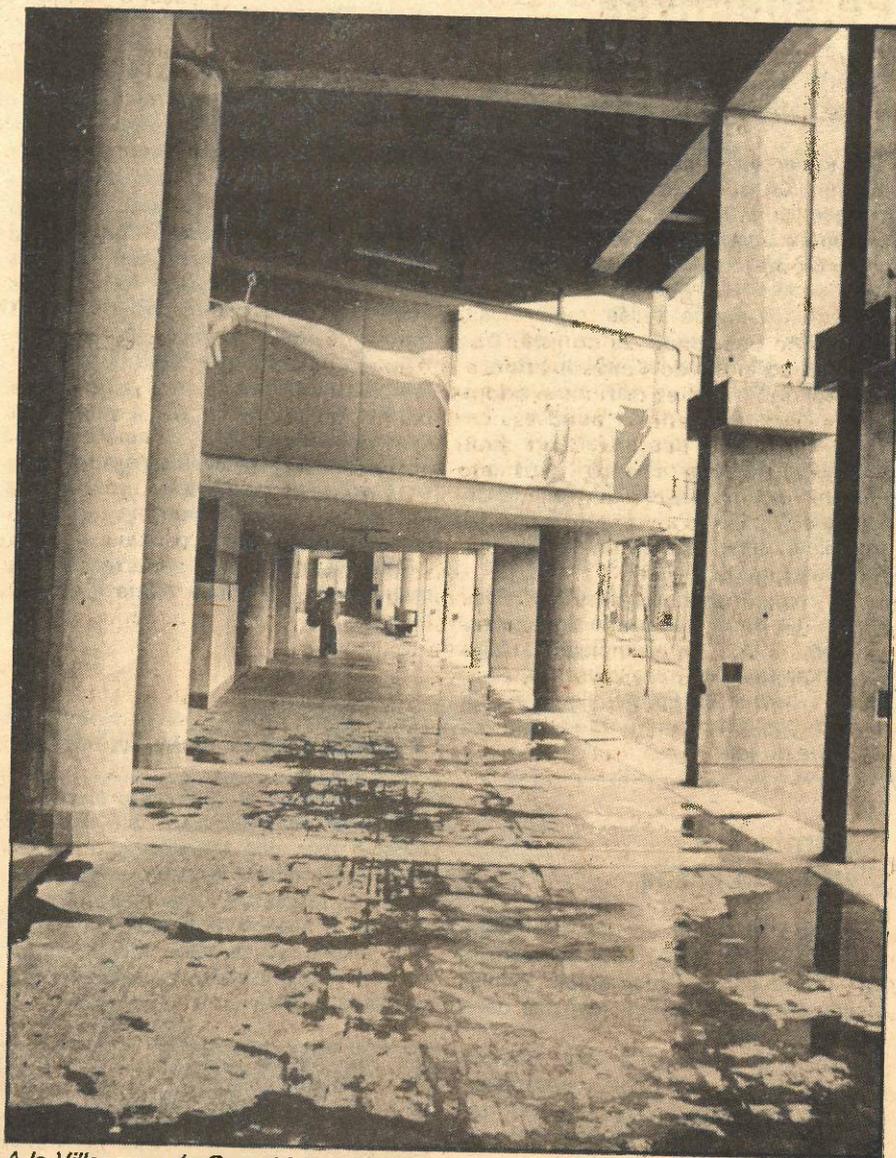
L'UOP présentait des candidats dans les 3 premières circonscriptions de l'Isère. Ceux-ci ont recueilli un peu plus de 600 voix. Dans la 1^{ère} circonscription regroupant une partie de Grenoble et le Grésivaudan, un intense travail a été effectué. Marchés, réunions publiques, diffusions, collages, ont permis de tisser de nombreux liens avec les travailleurs et les habitants de cette vieille région industrielle et paysanne.

Dans la 2^e circonscription (le reste de Grenoble plus Echirolles et St-Martin d'Hères) des rencontres furent organisées avec «Ecologie et Auto-gestion», les Handicapés. Malgré la présence de très nombreuses listes d'extrême-gauche et de 2 listes écologiques, l'UOP obtient de bons résultats à certains endroits notamment à la Villeneuve.

Dans la 3^e circonscription regroupant Fontaine (plus ancienne municipalité PCF de la région), la vallée chimique de Claix à Vizille, la Mure, l'Oisans, le plateau Matheysin, les résultats sont intéressants (0,50 %). Là où des réunions contradictoires ont pu être organisées : Autrans, Claix, Jarrige, Vizille, Sassenage, les résultats dépassent la moyenne et fait significatif, la moitié du total des voix de la circonscription provient des cantons ouvriers de la vallée chimique.

En peu de temps, l'UOP a réussi à se faire largement connaître. Bien sûr, le caractère nouveau de l'organisation, le fait que nous ayons été un peu à contre-courant sur la question de la gauche n'ont pas permis de meilleurs résultats électoraux. Mais l'essentiel n'est pas là ! Grâce à cette campagne de lancement qu'ont constituées les élections pour l'UOP, il existe aujourd'hui un intérêt certain pour nos propositions.

Une fois les élections passées, il s'agissait d'en faire le bilan et de recentrer notre travail. Il fut décidé de constituer un seul comité sur l'agglomération fonctionnant en AG et en commissions.



A la Villeneuve de Grenoble

2 commissions furent créées : une commission nucléaire et environnement et une commission femmes.

Les 3 AG tenues depuis les élections ont rassemblé chaque fois une trentaine de personnes sur l'ensemble des AG. Une quarantaine de personnes environ y ont participé.

Les 2 premières AG ont permis d'éclaircir les cibles de l'UOP, de préciser quelle était la nature du front que nous voulons construire, de s'unifier sur le rôle de l'UOP par rapport aux organisations de masse et dans la préparation des luttes.

La commission femmes a commencé à se mobiliser sur un viol à Mistral. C'est la commission nucléaire et

environnement qui a fait à ce jour le travail le plus intéressant : elle s'est mobilisée notamment sur la marée noire et sur la grève des ouvriers de Malville. Mais surtout l'UOP a contribué à la constitution d'un pôle de lutte dans la manifestation du 1^{er} mai avec le COBA, le comité Malville, le comité RFA et le CLO. 300 personnes ont ainsi manifesté derrière une banderole indiquant «le bon choix, c'est la lutte. Solidarité internationale». Malgré l'inertie et la passivité des directions syndicales, la voie de la lutte s'est exprimée à Grenoble le 1^{er} mai. Enfin, des militants ou l'UOP ont participé à la mobilisation contre la Junte de Videla, pour le boycott de la Coupe du monde.

Perspectives

Le soutien aux luttes

2 luttes se déroulent actuellement sur la région : celle des ouvriers de Fougerolle à Malville, celle des employés du *Dauphiné Libéré*.

L'UOP s'est mobilisée pour soutenir les ouvriers de Malville. Elle a largement développé l'idée qu'il fallait construire une unité entre les travailleurs en lutte et les anti-nucléaires. L'évolution en cours du mouvement anti-nucléaire est très positive. Le soutien à la lutte des travailleurs peut contribuer au rapprochement du mouvement anti-nucléaire de la classe ouvrière. Il peut d'autre part aider les travailleurs en lutte à se sensibiliser sur les questions nucléaires.

Le soutien aux ouvriers de Fougerolle fait partie intégrante des tâches de front. L'UOP va s'employer à faire se rencontrer les travailleurs du *Dauphiné Libéré* et de Fougerolle. Enfin, la constitution d'un comité de soutien est à l'ordre du jour.

Commission d'enquête SICN

L'idée d'enquêter sur les conditions de travail à la SICN (Sté Industrielle des Combustibles Nucléaires) où plusieurs décès ont eu lieu, est née dans le comité Malville.

L'UOP la reprend à son compte aujourd'hui et aide à la concrétiser. Cette commission regroupera des travailleurs de la Santé et des militants anti-nucléaires.

Mobilisation sur la marée noire

Plusieurs organisations (UOP, Comité Malville, Ker Vreizh, PCR, CLD, LCR, Tourisme des volontaires, FRAPNA, Amis de la Terre, PSU) avaient discuté d'un projet de manifestation pour le 1^{er} juin. Une offensive du PS a réussi à différer ce projet. L'UOP travaille dans le sens de faire une manif mais en s'efforçant de rallier le plus d'organisations possibles à ce projet. Les choses sont en cours. Au cours de ces réunions, l'idée d'un comité anti marée noire a fait son chemin. anti marée noire a fait son chemin. L'un des axes de la mobilisation anti

marée noire nous semble être la constitution d'une commission ou d'un tribunal populaire appuyé par un rassemblement cet été en Bretagne.

Commission sur la répression internationale

A la dernière AG, il nous a semblé qu'il y avait un manque en ce qui concerne notre intervention sur les questions internationales. Nous avons également noté comme négatif le fait que le cortège étranger et le nôtre n'aient pas manifesté ensemble le 1^{er} mai. La mobilisation sur l'Argentine a montré l'écho que ce travail rencontrait dans la jeunesse.

A Grenoble, plusieurs organisations sont en train de faire un livre sur la répression dans différents pays, RFA, Ethiopie, Argentine, etc...

Nous sommes en train d'étudier les moyens de constituer cette commission.

Travail sur la Cité Mistral

Au cours de la campagne électorale déjà une réunion avait eu lieu sur Mistral avec des travailleurs du quartier. Aujourd'hui, la commission femmes a rencontré des femmes du quartier à propos d'un viol. Un film a été réalisé sur la Cité Mistral («Jossette»). Il est question de le passer sur plusieurs quartiers et d'organiser des

rencontres entre des femmes de Mistral et des femmes d'autres quartiers (notamment Teisseire). Le fait que l'Association de quartier de Teisseire par exemple, soit principalement composée de femmes indique bien le lien qui peut exister entre travail de quartier et travail en direction des femmes.

Débats contradictoires Tables rondes

Si nous voulons faire de l'UOP un lieu de débat, de réflexion et d'échange, d'expériences, cela passe par l'organisation de telles réunions.

Le comité de coordination réfléchit actuellement à cette question. Un débat avec «Ecologie et Autogestion» est d'ores et déjà prévu.

D'autres projets existent encore (commission paysans, commission immigrés) mais tous ne pourront pas réaliser avant l'été. L'important aujourd'hui c'est sur la base de principaux acquis d'élargir notre union. Seul cet élargissement permettra l'ouverture de nouveaux secteurs d'intervention et la création de nouvelles commissions.

En résumé, nous voudrions souligner l'importance de la présence militante dans les organisations de masse et l'importance des liens avec ces organisations. Notre idée de faire un front gagne du terrain mais il y a encore beaucoup d'efforts à faire pour apprendre à travailler sans se disperser, à dégager de nouveaux activistes et à impulser le débat politique avec les organisations de masse.



BESANÇON

Avec les «Amis de la Terre» et le «Comité anti-canal» (contre le projet du canal à grand gabarit qui doit traverser la Franche-Comté), nous avons créé un comité anti-marée noire. Un montage diapos sur la marée noire est en train de se réaliser avec un syndicaliste CFDT qui a été 15 jours en Bretagne. Ce comité s'est fixé pour objectif d'informer, de sensibiliser sur le problème de la marée noire lui-même, grâce au montage, et d'élargir cette mobilisation aux problèmes de la région (grand canal, nucléaire). Des interventions sur le centre FPA, au CRI, et à la faculté en liaison avec le comité de lutte étudiant, sont prévues.

D'ores et déjà, l'élaboration du montage a donné lieu à des discussions politiques très intéressantes :

quel point de vue affirmer dans le montage ? Comment montrer le responsable ? Comment montrer la responsabilité du capitalisme ? Ces discussions ont plus largement débordé sur le problème du changement de société et ont fait apparaître, après une première unification sur les axes principaux de montage, la nécessité que, parallèlement à ce comité, nous poursuivions les échanges de points de vue sur divers thèmes.

La venue de l'UFC au comité anti-marée noire a favorisé l'apparition de nouvelles questions. Par exemple, l'UFC affirmait que ce n'est pas si simple de dire que la responsabilité de la marée noire incombe au capitalisme puisque les cargos soviétiques,

dégazent en pleine mer... Les explications que nous avons données sur l'existence en URSS, aujourd'hui, d'un capitalisme d'État ont vivement intéressé les membres de l'UFC présents.

De ces discussions est ressortie l'aspiration de l'UFC et de l'ensemble des participants à continuer de discuter, et d'autre part, la possibilité d'envisager des actions communes à partir des enquêtes que l'UFC a engagées sur des produits mazoutés venant de Bretagne. D'autre part, en ce qui concerne les «Amis de la Terre», nous avons rencontré bien souvent des points d'accord : en particulier un échange de points de vue sur le bilan des élections et la situation politique est prévu.

Alsace, Franche Comté : la mobilisation contre le Canal à Grand Gabarit rassemble paysans, habitants, militants écologistes.



TONNERRE

De suite après le second tour, notre comité s'était réuni pour tirer le bilan de ces élections et pour tracer ses nouveaux axes de travail. C'est ainsi que trois commissions avaient vu le jour :

- commission paysanne.
- commission Bressolles (du nom de Mireille Bressolles, morte d'une grève de la faim qu'elle a engagée pour sa réintégration).
- commission relations avec d'autres organisations.

Plus de deux mois après, où en sont ces groupes de travail, où en est le comité UOP du Tonnerrois ?

La lutte menée par les 58 grévistes de l'usine Charron a mobilisé les camarades pour organiser le soutien actif. Cette lutte a fait apparaître clairement la nécessité de notre organisation pour informer rapidement, largement, sans sectarisme. Cela a fait apparaître aussi la nécessité de nous développer numériquement et politiquement pour que puisse, à l'avenir, s'organiser rapidement un soutien actif autour des luttes afin qu'elles ne restent pas isolées, afin que des perspectives soient proposées sur le terrain même aux travailleurs pour faire reculer la bourgeoisie. C'est là le premier bilan que notre comité a tiré après son intervention de soutien à cette première lutte post-électorale. Si

le comité a diffusé un tract de sensibilisation au boycott de la coupe du monde, s'il est intervenu pour aider le planning familial local en train de se développer, s'il a proposé un candidat au CA de la MJC, s'il intervient régulièrement pour soutenir le comité Bressolles, c'est bien parce qu'il a une réelle vie et qu'il est directement aux prises avec la réalité politique locale. A toutes ces activités, il faudrait y rajouter celle de la commission paysanne : intervention sur une ferme en Puisaye, organisation de deux meetings à Avallon et Auxerre.

La commission Bressolles travaille régulièrement avec le comité : la mobilisation vise principalement à faire reculer la DDASS pour que le fils de M. Bressolles (décédé à la suite d'une grève de la faim) obtienne le capital décès auquel il a légalement droit. Quant à l'autre commission, dans la période, elle est surtout axée sur l'organisation d'un soutien actif au lancement de la section locale du planning familial.

Telles sont pour l'essentiel, les initiatives qu'a prises notre comité et ses perspectives.

Contre la Wessafic, une mobilisation populaire.

Initiative financière

Chaque comité de l'UOP a certainement des problèmes financiers pour son fonctionnement régulier localement. D'autre part, au plan national, comment l'UOP peut-elle impulser des campagnes de propagande sans aide financière ? Il semble nécessaire que les comités posent le problème des cotisations mensuelles de chaque adhérent. Dans notre comité, nous avons instauré un système de ce genre, depuis un mois.

Comme barème, nous avons opté pour celui-ci :

- pour les sans revenus : ce qu'ils peuvent.
- 10 F jusqu'à 2 500 F.
- 15 au delà de 2 500 F.

Un camarade
de TONNERRE



LILLE

Au rassemblement populaire du 27 mai



«Rencontrer les travailleurs de La Hague, une proposition faite aux écologistes».

Ce rassemblement, qui a regroupé plus de 200 personnes, a vu la participation de nombreuses organisations : Les Amis de la Terre de Lille qui ont présenté un montage diapos très apprécié, proposaient de nombreuses brochures pour expliquer leur combat. De même, le comité anti-pollution présentait une exposition photo sur la marée noire ; Il a expliqué comment des jeunes, partis à Pâques comme bénévoles en Bretagne, ont constitué ce comité au retour. Le COBA, par des affiches, des publications, et aussi un diaporama a montré quelle répression fasciste sévit en Argentine et pourquoi le boycott du Mondial. Des organisations sur le cadre de vie, des organisations anti-impérialistes étaient

également présentes.

Ce rassemblement a permis que s'ébauche un premier échange de points de vue, a été un premier lieu de rencontre et de débat. C'est ce qu'a bien montré par exemple, l'initiative prise par Radio Libre 59 de retransmettre le rassemblement en direct et de donner la parole sur ses ondes à toutes les organisations présentes. Point de rencontre entre les luttes qui se mènent contre la destruction de notre cadre de vie, ce rassemblement a aussi permis que s'esquisse leur lien avec les luttes des travailleurs. Radio Libre 59 a ainsi clairement affirmé son projet de populariser les luttes ouvrières et a appelé les participants à la tenir au courant. Le forum qui s'est tenu

sur l'écologie a permis de mieux connaître le travail fait par les «Amis de la Terre» et le comité anti-pollution, leurs perspectives, les problèmes qu'ils se posent sur le développement et la place de leurs luttes, de leur mouvement. A aussi été abordée la question de la liaison avec les autres luttes, en particulier celles de la classe ouvrière : établissement de relations avec les directions syndicales, comme celle de la CFDT qui disent «représenter» le point de vue de la classe ouvrière, ou bien rencontre des travailleurs sur le terrain même, dans leurs luttes ? A travers la discussion, c'est cette deuxième perspective qui est apparue aux militants écologistes comme la plus susceptible de répondre à leurs aspirations. L'exemple des travailleurs de La Hague et de ceux de Fougère, qui occupent une usine nucléaire et proposent aux écologistes de tenir un stand, a été bien accueilli.

Plus largement, le débat a débouché sur la question des projets de société : quelle société voulons-nous construire ? Pour répondre à quels problèmes ? C'est bien là une préoccupation largement présente aujourd'hui dans les thèmes écologistes, et de manière plus générale, dans les revendications, les formes de lutte impulsées par les travailleurs, le plus souvent malgré et contre les directions syndicales et les partis de gauche. Dans un premier échange de points de vue est particulièrement apparue la volonté des militants écologistes que «la base» ne soit pas déposée du pouvoir. Le débat a mis à jour plusieurs questions : Quel système peut permettre que le «pouvoir à la base» existe ? Le refus de toute centralisation permet-il que ce pouvoir s'exerce ? Dans quelles conditions le changement nécessaire des mentalités peut-il se faire ? Peut-on poser ce problème en dehors de celui-ci : qui, quelle classe a le pouvoir ? Les participants au forum ont exprimé la nécessité d'approfondir réellement ces questions et de poursuivre cette première réflexion.

Le forum sur le «mouvement des femmes» a d'abord permis de voir en quoi la femme subit dans la société capitaliste une oppression spécifique ; le problème de l'organisation des femmes, dans le «mouvement des femmes», dans les syndicats a été abordé.

Ce rassemblement populaire est un premier pas vers d'autres rencontres, d'autres débats, vers un approfondissement des points de convergence, vers la mise en œuvre d'initiatives communes sur la région.

«Comment lutter contre le plan Barre»

Table ronde des travailleurs à Montreuil

Que faire contre le plan Barre ? Samedi 3 juin s'est tenue à Montreuil, à l'initiative du comité UOP, une table ronde sur le thème : «Comment lutter contre le plan Barre ?»

Étaient notamment présents des travailleurs de Denver, Dufour et des travailleurs hospitaliers. Lutter efficacement contre le plan Barre qui rogne de plus en plus notre pouvoir d'achat et qui organise le chômage, a fait l'unité entre tous les camarades, d'autant que la bourgeoisie frappe fort à Montreuil : 75 licenciements annoncés à Denver, répression syndicale à Dufour, licenciements chez Fenwick.

La discussion porte sur : comment lutter pour obtenir des victoires contre le patronat ? Qu'est-ce qui empêche le développement des luttes ?

Le rôle des directions syndicales est clairement dénoncé, avec leur seule perspective depuis les élections : les négociations, mais aussi les directions locales et leurs pratiques syndicales.

Les hospitaliers dénoncent l'absence de leur syndicat, qui a mis une bonne semaine avant de se décider à soutenir une lutte du personnel administratif. Le camarade de Denver nous montre comment une «certaine» démocratie est pratiquée dans la section : on y divise les tâches ; il y a les camarades qui pensent et écrivent et ceux qui vont chercher et distribuer les tracts. D'une manière générale, la démocratie existe peu dans les syndicats et la grande majorité des syndiqués n'ont pas aujourd'hui la possibilité de s'exprimer et de prendre des tâches en main. La division syndicale comme à

Dufour, le manque de liens entre les boîtes, surtout les boîtes en lutte, sont autant de freins à la lutte.

Comme à Denver où quelques ouvrières syndiquées, en réaction à ces pratiques, ont rédigé et distribué un tract seules, l'avis général est qu'il faut lutter dans chaque section contre ces

pratiques qui bloquent l'initiative et la lutte.

Dans l'immédiat, l'accent est mis sur le soutien aux boîtes en lutte et l'idée émise d'organiser une rencontre beaucoup plus large, carrefour des luttes contre la crise, sera reprise à la rentrée.



SAINT ETIENNE

A l'initiative du comité anti-pollution et de l'UOPDP s'est tenue le 16/5 une réunion publique d'une soixantaine de personnes. Très intéressés par les informations ainsi échangées, les participants ont particulièrement discuté autour de l'exposition sur la marée noire. Plusieurs propositions d'action sont sorties de cette réunion :

- exiger la levée du secret administratif du plan Polmar.
- Faire le lien entre la marée noire et d'autres problèmes : par exemple la construction de la centrale nucléaire de Gravelines.

DUNKERQUE

Depuis le 20 mars, l'UOP a développé son activité dans plusieurs domaines :

- des contacts ont été pris avec des associations comme la CSCV, l'UFC, les Amis de la Terre, le MAS.
- initiatives dénonçant le caractère fasciste du régime argentin.
- engagement de l'UOP dans le «collectif anti marée noire» : une pétition unitaire a ainsi été prise en charge ; le comité a aussi participé au rassemblement contre la pollution le 20 mai.

• délégation de camarades dans le cadre de leurs syndicats pour soutenir les luttes de Villard-Doron et Just'à coudre, avec engagement de soutien contre toute évacuation policière.

En perspective : des forums ou des tables rondes sur des thèmes. Propositions : autour d'un montage diapos sur la marée noire, sur le montage UOP-St Etienne en cours, sur la répression en Amérique latine, sur la politique de la santé, etc.

VAULX - BRON

A l'initiative du comité de l'UOP de Vaulx - Bron, une campagne d'explication est menée sur la marée noire et les pollutions locales. Le Front autogestionnaire, le groupe écologiste de l'Est lyonnais, le groupe écologique de l'École des Travaux Publics y participent. Des syndicalistes CFDT se sont associés à ce travail. Plusieurs interventions ont été faites sur les marchés : diffusion de tracts, panneaux sur la marée noire. Sur cette lancée, et sur proposition du comité, 43 rue de l'École des Travaux Publics (Comité anti-répression), la campagne du COBA a été menée par ces organisations. D'autres associations s'y sont jointes : l'UIB-CFDT, le SGEN-CFDT de Vaux-en-Velin, l'École Emancipée de Vaux-en-Velin.

VAUI

Projet de plate-forme

Ce projet de plate forme a été adopté par le Comité d'Initiative National Il est proposé à la discussion des comités

Les élections de mars 1978 n'ont rien réglé. Les partis de gauche n'ont pas gagné. Les partis de droite n'ont pas perdu. Mais, d'un côté comme de l'autre, ils sont, plus que jamais, incapables de proposer une solution pour sortir de la crise la plus grave qu'ait connue notre pays depuis la guerre. C'est le système qui a fait son temps.

AGGRAVATION DE L'AUSTÉRITÉ

A droite, en fait de changement, Giscard n'a su trouver que Barre pour succéder à Barre. Leurs plans sont préparés de longue date : ils s'imaginent, les élections passées, avoir les coudées plus franches pour imposer la poursuite et l'aggravation de leur politique d'austérité.

— Dans les mois qui viennent, ce sont un demi-million de chômeurs supplémentaires qui sont officiellement programmés. Les truquages gouvernementaux d'avant les élections n'ont plus cours.

Déjà, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont annoncées dans la sidérurgie, le textile, dans les services publics.

Moins que jamais, il n'y a de perspectives d'emploi pour les jeunes au sortir de l'école, pour les femmes, systématiquement encouragées à rester au foyer, pour les travailleurs plus âgés licenciés en priorité et pour les immigrés pourchassés par les mesures scélérates de Stoléru.

Toutes les mesures sont prises pour que des milliers de paysans continuent, chaque année, à être chassés de leurs terres.

— Ils promettent quelques miettes et l'ouverture sociale. Mais leur politique de fond, c'est la compression, le blocage des salaires. Et déjà, un nouveau train de hausses des prix est entré en application.

— Plus que jamais, la course au profit va continuer à assassiner, chaque jour, au chantier et à l'usine, à provoquer, chaque année, plus d'un million d'accidents du travail, à faire mourir des milliers de travailleurs de maladies professionnelles qui ne sont même pas reconnues.

— Plus que jamais, notre cadre de vie va se détériorer. Temps de transport interminables, logements exigus. Ces responsables de la marée noire sont prêts à laisser se développer les pollutions de toutes sortes secrétées par le capitalisme. Avec le patron du CEA comme ministre, les projets irresponsables, dans le domaine électronucléaire, menacent plus que jamais la sécurité de centaines de milliers de personnes.

— Pour imposer l'austérité, ils entendent s'attaquer aux libertés politiques : restriction du droit d'affichage, extension de l'ilotage, inculpation des responsables grévistes, attaques policières contre les usines occupées, répression des manifestations, expulsions de militants étrangers et de réfugiés politiques. Ils développent la collaboration avec la police et la justice de Schmidt et les autres polices européennes.

UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE DISCRÉDITÉE

Dans le monde, la politique de la France capitaliste est de plus en plus discréditée. Elle se manifeste par des concessions importantes aux deux superpuissances, USA et URSS, qui se disputent pour mettre la main sur l'Europe et font courir un grave danger à la paix mondiale, et par la participation à la soi-disant détente prônée par Brejnev. Elle se manifeste également par des aventures agressives comme dernièrement au Sahara occidental et par le maintien de la domination coloniale sur les prétendus « DOM-TOM ».

L'envoi de troupes françaises au Liban, sous couvert de l'ONU, est une menace contre la Résistance palestinienne.

Elle refuse enfin de prendre en considération les justes revendications des pays du tiers monde qui s'unissent pour disposer de leurs richesses naturelles et édifier une économie indépendante.

Giscard a momentanément raffermi quelque peu ses positions. Mais il n'est pas en mesure de les stabiliser, dans l'immédiat, en réalisant cette entente avec la social-démocratie dont il rêve depuis 1974. La coalition gouvernementale reste divisée et redoute le troisième tour social : celui des luttes.

Car la défaite de la gauche, ce n'est pas la défaite des travailleurs.

LA DÉFAITE DE LA GAUCHE, CE N'EST PAS LA DÉFAITE DES TRAVAILLEURS

Si le Programme commun, présenté depuis six ans comme la réponse à nos aspirations, est mort, c'est qu'il s'est révélé comme un compromis de façade : d'un côté, le PS cherchait à réaménager le capitalisme pour mieux gérer la crise et mieux appliquer l'austérité ; de l'autre, le PCF voulait obtenir le maximum de nationalisations et de ministres pour, une fois installé, aux postes de commande, tenter d'imposer un régime capitaliste bureaucratique d'État.

L'Union de la gauche s'est disloquée : l'accord électoral du 13 mars a montré que le seul point d'accord entre les partis de gauche, c'était leur mépris



Débattre de la situation et des perspectives : une exigence qui se développe.

des masses et leur volonté d'arriver chacun au pouvoir pour en évincer l'autre, le moment venu.

Ni le PS ni le PCF n'ont, pour le moment, de perspectives crédibles à offrir.

Le PS n'a pas viré à droite. Il n'a jamais cessé d'être un parti de la bourgeoisie. Il se divise et hésite maintenant : va-t-il conserver un semblant d'Union de la gauche en attendant 1981 ? Va-t-il s'orienter vers la formation d'une coalition avec Giscard ?

Pour le PCF, l'échec de mars 1978, c'est l'échec d'au moins quinze années de stratégie d'Union de la gauche, alors que Marchais continue à déclarer qu'il n'a aucune autre stratégie de rechange. Nombre de militants du PCF s'interrogent et se demandent, à juste titre, si ce parti n'est pas devenu complètement étranger aux intérêts et aux aspirations des travailleurs.

A quoi a servi cette stratégie ? A freiner, à morceler nos luttes, parce qu'il fallait attendre 1973, attendre 1978. A laisser passer, sans riposte conséquente, les plans d'austérité de la bourgeoisie et les mesures répressives qui les ont accompagnés. Non, décidément, il n'y a rien à attendre de ces partis, qu'ils arrivent ou non à replâtrer leur désunion.

Les élections, dans ce système, n'ont jamais rien changé pour les travailleurs. C'est seulement par la lutte, par de grands mouvements comme en 1936 ou en 1968 que les travailleurs ont pu faire reculer la bourgeoisie.

La seule issue, c'est la voie de la lutte. Il faut nous préparer à des luttes d'ampleur, et pour cela, nous organiser de façon autonome par rapport aux partis de gauche :

Sans attendre 1981. Sans attendre 1983. Sans attendre un an pour exiger le SMIC à 2 500 F. Sans faire aucune confiance à la politique contractuelle que le gouvernement voudrait mettre en place avec les syndicats.

S'ORGANISER INDÉPENDAMMENT DES PARTIS DE DROITE ET DE GAUCHE

Comment s'organiser ? Déjà, depuis de longs mois, des travailleurs, notamment dans leurs luttes, ont marqué leur volonté de rompre avec l'isolement, les diversions, l'émiettement entretenus par les partis de gauche. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut avant tout compter sur ses propres forces pour imposer leurs revendications élaborées par les travailleurs eux-mêmes, dans leurs luttes, dans leurs actions.

Aujourd'hui, dans de nombreuses usines, des ouvriers, des syndicalistes veulent débattre sans entrave de la situation politique, des perspectives de lutte et de la riposte à apporter à la crise.

Aujourd'hui, les chômeurs exigent le droit au travail mais savent qu'ils ne pourront seuls imposer l'embauche.

Aujourd'hui, des petits paysans marquent une méfiance accentuée face aux manœuvres des partis de droite ou de gauche et exigent des moyens décents pour vivre.

Aujourd'hui, dans leurs mouvements, les femmes formulent des revendications, des droits dont la satisfaction ne pourra être obtenue que par la force d'un large rassemblement de masse.

Aujourd'hui, dénonçant les méfaits du capitalisme sur l'environnement, des écologistes refusent de s'en remettre aux partis traditionnels pour organiser l'action contre la dégradation du cadre de vie.

Voilà qui montre l'aspiration grandissante dans la classe ouvrière et le peuple de notre pays de s'organiser en une force unique, indépendante des partis de droite et de gauche. Sans la constitution progressive de cette force unique, chaque mouvement isolé rencontrera des limites et ne pourra imposer à lui seul la satisfaction des revendications populaires.

Il est possible et nécessaire de poursuivre les premiers pas déjà accomplis dans la constitution de cette force et de développer les initiatives en ce sens.

— Construire une force capable d'imposer les véritables revendications populaires, issues des luttes de la classe ouvrière et des luttes du peuple.

— Construire une force capable de s'opposer aux tentatives de récupération des partis de gauche, qui chercheront à nouveau à utiliser le mouvement de masse pour leurs propres projets.

— Construire une force dans laquelle s'unissent progressivement les mouvements de lutte qui ne manqueront pas de se développer et éviter ainsi dispersion, isolement qui affaiblissent et empêchent une riposte d'ensemble.

— Construire une force de plus en plus capable d'organiser et de consolider le mouvement révolutionnaire des masses.

Mais l'horizon de nos luttes ne peut en rester là. Si nous refusons de payer la crise, si nous refusons de constituer la masse de manœuvre des partis bourgeois de droite et de gauche, ce que nous refusons par là même, c'est cette société pourrie et qui a fait son temps, cette société de chômage, d'austérité, de répression pour le peuple.

Ce que nous voulons, c'est le socialisme. Non pas du tout cette caricature représentée par l'URSS et les pays de l'Est. Là-bas, à l'Est, c'est une nouvelle bourgeoisie qui dirige, qui opprime, réprime impitoyablement la classe ouvrière et le peuple.

Cela n'a rien à voir avec le socialisme que nous proposons ! Le socialisme, c'est la démocratie la plus large pour le peuple.

ABATTRE LE CAPITALISME

La révolution socialiste détruira le vieil appareil d'État bourgeois et engagera l'édification d'une société nouvelle. Le pouvoir, loin d'être détenu par une minorité placée au-dessus des masses pour les dominer, comme cela se passe aujourd'hui, sera au contraire celui de la classe ouvrière.

Dans le socialisme, la classe ouvrière assure la direction, non seulement des usines, mais de la société toute entière.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer le plein emploi, organiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins du peuple, éliminer l'exploitation et la misère.

— C'est bien cette société socialiste qui peut rompre avec le vieux monde bourgeois dont elle est issue, liquidant progressivement les séquelles de la vieille société capitaliste, réduisant les différences de classe.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer une véritable indépendance du pays, rompre tout lien de dépendance vis-à-vis des superpuissances, liquider tout rapport colonialiste ou néo-colonialiste et, d'oppression des peuples, soutenir les luttes révolutionnaires dans le monde et développer l'amitié entre les peuples.

— C'est de ces exigences d'une société radicalement différente que sont porteuses les luttes d'aujourd'hui et de demain ; c'est elle que nous préparons dès maintenant avec l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

• Développons nos luttes, construisons l'autonomie ouvrière par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche.

• Préparons l'avènement du socialisme dans notre pays.



Une tâche de l'UOP : organiser un large soutien aux luttes.

Projet de plate-forme revendicative

**Ce projet de plate-forme revendicative
a été adopté par le Comité d'Animation de l'UOP
Il est proposé à la discussion dans les comités.**

I - DÉVELOPPONS NOS DROITS POLITIQUES

— Extension des droits des travailleurs dans l'entreprise : suppression du lock-out, reconnaissance du droit d'occupation, interdiction de toute sanction pour cause de grève ou pour motif politique, reconnaissance du droit d'organisation politique dans l'entreprise.

— Abolition de toutes les restrictions actuelles au droit de manifestation populaire : loi anti-casseurs, procédure de flagrants délits, mesures d'interdictions...

— Égalité des droits entre Français et Immigrés ; abrogation des mesures Stoléru ; carte de séjour permanente ; interdiction des expulsions de travailleurs immigrés.

— Droit effectif de réunion, notamment par l'ouverture, à titre gratuit, de salles de réunion publiques à toutes

les associations de travailleurs et associations populaires constituées.

— Droit effectif pour les organisations et associations populaires et les travailleurs en lutte de s'exprimer librement dans la presse locale et nationale, à la télévision et à la radio. Abrogation du monopole de la télévision et de la radio, et droit aux radios libres.

— Interdiction de tout fichier politique, dissolution des brigades spéciales et des CRS, révocation des policiers convaincus de sévices.

— Application effective du droit d'asile politique et interdiction des extraditions pour toute personne du peuple.

II - IMPOSONS NOS REVENDICATIONS, DÉVELOPPONS NOS DROITS SYNDICAUX

1 - Luttons sans plus tarder :

Contre le chômage

- Pas un seul licenciement. Du travail pour tous !
- Nous voulons vivre et travailler au pays.
- Paiement intégral des jours et heures chômés.
- Embauche définitive des auxiliaires, stagiaires Barre et hors-statuts (et des intérimaires qui le demandent).
- Abrogation des mesures discriminatoires et policières contre les chômeurs.
- Indemnisations des jeunes et des femmes à la recherche d'un premier emploi ; les 90 % pour tout travailleur licencié.

Pour un salaire décent

- Le SMIC à 2 500 F évoluant en fonction des budgets-types syndicaux et des luttes des travailleurs.
- Augmentation uniforme des salaires.
- A travail égal, salaire égal : simplification des classifications, réduction des écarts hiérarchiques et intégration des primes au salaire (au taux le plus élevé).

Pour nos conditions de travail

- Application effective des 40 h tout de suite ; diminution d'horaire sans diminution de salaire : vers les 35 heures.
- 5^e semaine de congés payés.
- 5^e équipe pour les postés.
- Baisse des cadences.

2 - Défendons nos droits, développons nos outils de lutte :

- Dissolution des officines patronales et «syndicats-maison», du genre CFT-CSL !
- Luttons pour l'indépendance syndicale vis-à-vis de tout parti bourgeois, pour faire des syndicats un instrument de contestation et de lutte de tous les travailleurs !
- Libre exercice du droit syndical et application effective de la loi de décembre 68 sur son extension à l'entreprise ; heure d'information syndicale payée (prise sur le temps de travail).

— Des droits égaux pour tous les travailleurs : pas de discrimination de condition (Français-immigrés, hommes-femmes, jeunes ou non), ni de statut (secteur public ou privé, travailleur titulaire ou non).

— Droit de veto des délégués Hygiène et Sécurité sur tout ce qui engage la vie et la santé des travailleurs : arrêt du travail quand la sécurité est en jeu !

III - UNITÉ DES TRAVAILLEURS DE LA VILLE ET DE LA CAMPAGNE

1 - La terre à ceux qui la travaillent

— Non à l'exode et à la désertification. Travailler, vivre et lutter au pays.

— Non aux cumulards. Réappropriation des terres appartenant à des personnes qui ne les cultivent pas.

— Non aux expulsions des petits et moyens fermiers et métayers ; non aux expropriations par l'Etat, les trusts et les propriétaires fonciers.

— Abrogation de la surface minimum d'installation (S.M.I.) qui conduit à l'élimination des petits paysans et des jeunes.

— Baux de fermage de longue durée et baisse des prix des fermages.

— Non aux spéculateurs, non à la hausse des prix des terres.

2 - Revenu minimum garanti

— Suppression des contrats individuels avec les firmes agro-alimentaires : contrats collectifs assurant au minimum un revenu équivalent au SMIC. Achat et entretien du matériel à la charge des firmes.

— Blocage des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture et à l'élevage.

— Non aux primes de quantité et de qualité, non aux ristournes qui avantagent les gros.

— Suppression des plans de développement imposés par le Crédit Agricole.

— Report des annuités pour les paysans qui ne peuvent pas faire face aux effets des calamités naturelles.

— Indemnisation immédiate des sinistrés (gel, inondation, sécheresse...).

— Suppression de la taxe de co-responsabilité.

— «Pour les paysans non-intégrés : fixation des prix à la production soumise à quantum».

IV - POUR LA MOBILISATION DES FEMMES DU PEUPLE

Droit à l'emploi pour les femmes !

— Exiger le droit à l'emploi pour les femmes, dans tous les métiers, c'est aller dans le sens de leur émancipation.

— Accès à des postes moins durs (avec maintien du salaire) pour toute femme enceinte qui a un travail particulièrement pénible.

Non, les salaires des travailleuses ne sont pas des salaires d'appoint !

— Pas de discrimination à l'embauche !

— A travail égal, salaire égal !

Non à la double journée !

— Ni les horaires «à la carte», ni les appareils ménagers ne peuvent empêcher qu'aux heures de travail et de transport s'ajoute la charge du foyer.

— Exigeons la multiplication des crèches, des haltes-garderies, y compris à la campagne ; l'admission dans les crèches des enfants de chômeurs ; des congés payés pour maladie des enfants pour le père ou la mère.

Non à l'oppression des femmes !

— Mobilisation et répression contre toutes les manifestations sexistes, venant notamment du personnel de direction et d'encadrement.

— Interdiction de tout ce qui concourt à donner de la femme l'image d'un objet sexuel (films, publicité, publications...).

— Dénonciation publique et inculpation des violeurs !

— Droit au divorce réellement libre et gratuit, même lorsqu'il est demandé seulement par la femme.

Contraception et avortement libres et gratuits !

— Abolition de la loi Veil : avortement libre et gratuit, sans restriction d'âge, de nationalité, sans condition de délai ni «clause de conscience».

— Une heure par mois d'information et de visite médicale pour les femmes, sur le lieu de travail et pendant le travail.

V - LA JEUNESSE VEUT ÊTRE MAÎTRESSE DE SON AVENIR

1 - Un emploi pour chaque jeune.

— Dès la sortie de l'école, un emploi pour tous

— Pour les apprentis, le SMIC dès la première année.

— Pas d'horaires supérieurs à 40 heures par semaine.

— Plus de contrats à durée limitée : embauche ferme.

— Suppression de la clause «libéré des obligations

militaires» à l'embauche et emploi garanti après le service militaire.

- Pour chaque jeune qui le désire, logement dans un FJT.
- Halte aux exactions policières contre les jeunes.

2 - A l'école

- Abrogation de la réforme Haby.
- Suppression du dossier scolaire.
- Suppression des pré-conseils de classe dans les lycées.
- Liberté de réunion pour les élèves des lycées et collèges ; droit de grève.
- Gratuité complète des fournitures scolaires et sportives.

- Pas d'effectifs supérieurs à 25 par classe.
- Pas de travail dans les ateliers sans sécurité réelle.
- Suppression du travail gratuit (CPA) dans les collèges.

3 - A l'armée.

- Non à l'armée briseuse de grèves.
- Non à l'utilisation de l'armée contre les luttes des peuples.
- Droit de réunion, d'association et d'organisation pour les soldats.
- Affectation la plus proche domicile.
- Augmentation de la solde.
- Utilisation du temps de service à un réel apprentissage militaire.

VI - TRANSFORMER LE CADRE DE VIE

1 - Etre logés et vivre mieux

- Arrêt des saisies et des expulsions.
- Occupation des maisons vides. Attribution des logements vides aux mal-logés.
- Pas de loyer supérieur à 10 % du salaire.
- Blocage des loyers et des charges.
- Pas d'allocation-logement inférieure à 10 % du salaire minimum.
- Report des dettes de loyer pour les chômeurs.
- Rénovation légère sans augmentation de loyer ou relogement des habitants au même loyer selon leur demande.
- Mise à la disposition des écoles primaires et secondaires pour les associations de quartiers afin d'organiser des écoles populaires, groupes culturels et toutes les autres formes d'activité collective.
- Création d'espaces verts, de parcs de loisirs et de sport, en priorité dans les quartiers populaires.

2 - Des transports au service du peuple

- Carte hebdomadaire payée par l'employeur.
- Priorité au développement des transports en commun de qualité, y compris à la campagne.
- Desserte dense et fréquente des quartiers populaires.
- Extension de la carte orange à toutes les grandes villes.
- Transports, logements et édifices publics accessibles aux handicapés.
- Suppression de la vignette.

Lutte effective contre les pollueurs

- Droits pour les ouvriers de l'entreprise et les travailleurs habitant dans la zone qu'elle pollue de mener une étude d'impact, d'obtenir des installations de filtration et de retraitement et, dans les cas où ces techniques n'existent pas, d'arrêter les ateliers polluants.
- Pas un seul licenciement sous prétexte de pollution.
- Contrôle des travailleurs pour toute nouvelle installation industrielle.
- Non au programme électronucléaire de la bourgeoisie !
- Arrêt de tout rejet dangereux dans les fleuves, rivières et mers. Déroutement des super-pétroliers loin des côtes.

Une médecine pour nous soigner

- Blocage des cotisations ouvrières à la Sécurité sociale.
- Extension du tiers payant et mesures vers la gratuité.
- Suppression du délai de carence pour arrêt maladie.
- Reconnaissance de toutes les maladies professionnelles.
- Suppression immédiate des milices médicales type Sécurex ou service de contrôle patronal.
- Refus de tout internement psychiatrique d'office et arbitraire. Abrogation de la loi de 1848.
- Non au ghetto pour les handicapés ! Suppression des ateliers protégés. Insertion des handicapés dans la vie sociale.
- Large information sur la toxicité des produits industriels manipulés.

Nouvelles brèves des comités

STE GENEVIEVE DES BOIS

Le comité a engagé un travail envers les travailleurs immigrés et français, autour de la grève des résidents du foyer Sonacotra ; il poursuit également un travail «logement-cadre de vie», s'efforçant de construire l'unité populaire sur le quartier contre la politique d'austérité du plan Barre.

VITRY

Le comité participe à la lutte contre l'implantation d'un commissariat de police ainsi qu'au soutien aux résidents des foyers Sonacotra.

BORDEAUX

Nous avons en particulier pris contact avec la CSCV. Un travail sur le logement a ainsi été engagé sur une cité HLM contre les prix des loyers et des charges, le manque d'équipements sociaux...

PAU

La commission «quartier» du comité UOP mène un travail sur une cité où habitent de nombreux travailleurs immigrés. En liaison avec le Comité de quartier, une lutte s'engage pour la création d'une maison de quartier véritablement prise en main par les habitants du quartier.

STRASBOURG

Soutien à la lutte des travailleurs de Reinier

A Reinier, les travailleurs sont en grève et occupent leurs locaux depuis le 5 mai. Reinier, c'est l'entreprise qui nettoie les wagons pour la SNCF. D'autres chantiers sont également en grève à Marseille, à Mulhouse, etc. Payés au SMIC, les travailleurs, pour la plupart immigrés, connaissent des conditions de travail très dures : pas

de gants ni de protection pour débarrasser les bouteilles cassées, désinfecter le sol et les WC avec des détergents toxiques et dangereux. Pour les cadences, 4 secondes la vitre, 2 mn pour toutes les vitres d'un wagon. Et les petits chefs racistes font pleuvoir les mises à pied.

L'intervention du comité UOP a permis de faire une première brèche dans l'isolement de cette grève : sur notre proposition, les grévistes sont venus samedi 17 à la fête du comité de sauvegarde après accord de celui-ci. Au cours de cette fête écologiste et populaire, les travailleurs de Reinier ont expliqué leur lutte, fait une collecte. Comme l'a dit le militant écologiste qui les présentait : «La lutte pour un meilleur cadre de vie passe par l'amélioration des conditions de travail et des salaires décents.» Dans la soirée, le même type d'intervention a eu lieu à une «Te nà» chilienne, soirée musicale et populaire, avec le même succès. Ces deux interventions ont suscité l'enthousiasme chez les travailleurs de Reinier, leur ont montré concrètement qu'il est possible de vaincre l'isolement des luttes.

Compter sur leurs propres forces et leurs initiatives, prendre en main la popularisation et unir leur lutte à celles des autres travailleurs, telle est, face aux mesures de répression du patron et de la justice bourgeoise, la voie que sont décidés à suivre les grévistes de Reinier.



La cité des «4 000» : un univers où l'on se sent parfois étranger...

LYON

Pour prendre en main des initiatives sur la marée noire, a été organisé une coordination des comités UOP de Lyon qui a proposé de rencontrer les organisations de masse en vue de déterminer ensemble les axes d'intervention communs. Ont ainsi été contactés : le MERA (Mouvement Écologiste Rhône-Alpes) le CARD (Comité contre la répression de la DOUA), l'UFC, le Comité Malville, le Sgen-Tassin et le CLISACT.

Ces rencontres ont ainsi permis que s'engagent des discussions plus approfondies, sur la base d'une meilleure connaissance des positions de part et d'autre. Une plaquette sur la marée noire est en cours de réalisation.

D'autres initiatives ont été prises par les comités : dénonciation aux côtés du COBA, du régime Argentin, mobilisation contre la rénovation à la Croix Rousse avec le Comité Populaire du quartier.

NANTES

De multiples initiatives ont été prises par le comité UOP : participation aux coordinations anti-marée noire à la propagande sur la marée noire ; création d'une commission femmes UOP, qui a pris contact avec les ouvrières de Laving-Glances ; La commission entreprises a engagé un travail sur les usines en lutte LMT, Laving-Glances, sur les stagiaires Barre pour développer leur mobilisation. Un meeting rassemblant les commissions de quartier, les groupes femmes, des syndicalistes de LMT et Laving-Glances a en particulier permis que se développe autour de la lutte de LMT, un large soutien populaire. Cette unité des mouvements de lutte divers, ce soutien à une lutte ouvrière est une première étape dans ce qu'il nous faut construire : faire de l'UOP une force qui réponde aux exigences des travailleurs dans leurs luttes, dans leurs interrogations sur la situation, un pôle de convergence des initiatives et des débats.

ANGERS

Parmi les initiatives, une rencontre entre syndicalistes de Bull, des Ardoisières... a permis une importante discussion sur les problèmes rencontrés aujourd'hui dans le développement au travail syndical.

Le comité a particulièrement engagé un travail de mobilisation en direction des chômeurs : un gala réunissant 200 personnes a aussi été organisé.

SAUMUR

Le comité UOP a entrepris une importante mobilisation sur l'Argentine. Il s'attache aussi à construire l'unité avec les ouvriers agricoles de la région.

Nettoyage des côtes polluées
▽ par la marée noire.



Préparation d'un rassemblement populaire avec débats

COMMENT FAIRE ABOUTIR LES REVENDICATIONS POPULAIRES ?

Après les élections législatives, le comité Paris XI^e-XII^e de l'UOP a cherché le moyen de poursuivre et d'élargir les liens qui s'étaient noués avec diverses associations du quartier, lors des réunions publiques que nous avons tenues, sur les thèmes : les travailleurs immigrés, les luttes des femmes, le logement.

D'autre part, il nous a paru nécessaire de faire avec les travailleurs du quartier le bilan des législatives, de l'échec du programme commun et de la crise de la gauche ; et aussi de favoriser un rapprochement des différentes organisations anti-capitalistes de masse du quartier, en vue de l'unification des luttes.

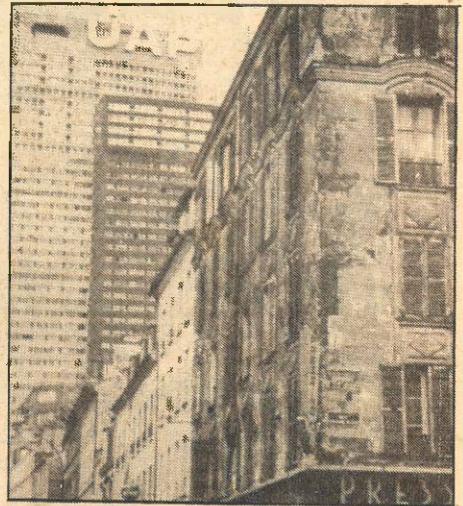
C'est ainsi que nous avons progressivement précisé le projet du rassemblement-débat que nous allons tenir samedi 17 juin, dans l'après-midi, dans les salles de l'AGECA.

Lors de ce rassemblement, se tiendront divers forums, sur des thèmes précis : la situation des travailleurs immigrés, et la lutte contre les mesures Stoléro ; le bilan des luttes des femmes au cours des dernières semaines ; les problèmes du logement dans le quartier ; le fichier scolaire, la loi d'orientation des handicapés ; la marée noire en Bretagne ; et la situation en Argentine.

Puis une assemblée générale réunira tous les participants à cette journée, pour débattre de la question suivante : comment, dans la période qui s'ouvre, peut-on lutter pour faire aboutir les revendications populaires ?

D'ores et déjà, nous avons pris un grand nombre de contacts pour préparer ce rassemblement.

A Paris, contre la rénovation...



RASSEMBLEMENT
samedi 17 juin après-midi
AGECA : 177 rue de Charonne
M^o : Alexandre Dumas

Forums :

- situation des travailleurs immigrés.
- lutte des femmes
- problèmes du logement
- la situation en Argentine.
- etc.



... des mobilisations de plus en plus larges.

Un autre rapport avec les auditeurs : une écoute publique de Radio Banlieue Sud sur un marché.



A PROPOS DES RADIOS LIBRES

Une camarade participant au Collectif Radio Banlieue Sud :

«Les radios libres qui se définissent elles-mêmes comme des radios ouvertes par le type d'émission qu'elles pratiquent, peuvent devenir un lieu de débat et de rencontre de gens qui n'ont que peu de contacts entre eux. Les initiatives que nous avons prises vont à mon avis dans ce sens. Le programme de la dernière émission comportait en particulier

- une discussion avec des grévistes de la micro-électronique de la Thomson-Malakoff en grève contre le rendement.

- une intervention du groupe Femmes en Lutte au sujet du soutien à une femme qui s'est fait violer à Antony.

- les explications apportées par un machiniste de la RATP à propos de la grève dans son dépôt.

- enfin, une séquence préparée par le COBA de Montrouge. Le tout entrecoupé de passages musicaux.

Pour que ces initiatives soient connues, amplifiées, que d'autres associations, grévistes ou travailleurs en lutte connaissent ce moyen d'information et de popularisation, de rencontre avec d'autres formes et d'autres sujets de lutte aussi, le

collectif a décidé d'organiser une écoute publique sur un marché.

Panneaux, banderoles, tracts, transistors étaient là dimanche matin. De nombreux habitants et travailleurs, intéressés, ont ainsi pris contact pour les émissions suivantes.»

Enregistrement des émissions le vendredi à partir de 20 heures à la librairie «La boulangerie», 67 rue de Bagneux à Montrouge. Émission le dimanche matin à 11 heures sur 101 MHz. Écoute publique sur le marché Victor Hugo à Montrouge.

Communiqué

POUR LE PCR ml

L'UOPDP qui s'était constituée pendant la campagne électorale, avait vu le jour sous l'impulsion du PCR ml et du PCMLF. Cinq mois après, ces 2 partis ont confronté leurs points de vue ; il est donc paru important que tous les militants de l'UOPDP, que tous ceux qui sont intéressés par sa vie, aient connaissance de ces positions. Il ne faut certes pas confondre la position de ces deux partis et l'UOP qui a engagé son propre développement. Mais le rôle qu'ont eu ces deux partis dans l'initiative de l'UOP rend nécessaire qu'aujourd'hui ce texte soit proposé à la discussion.

Au début du mois de janvier, le PCMLF et le PCR ml ont conclu un accord pour mener ensemble la bataille politique des Législatives de 1978, ceci manifestant la volonté d'avancer dans le processus d'unification des marxistes-léninistes. Ils ont pris ensemble l'initiative d'appeler à constituer l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne, en vue de créer le front le plus large possible contre la bourgeoisie de droite et de gauche.

Pendant les deux mois de la campagne électorale, les militants des deux partis ont pu œuvrer ensemble, côte à côte, à la mise en œuvre de cette perspective commune.

Le fait que la campagne électorale ait pu ainsi être menée conjointement par les deux partis (soutien à des candidats communs, élaboration d'un matériel commun, activité commune pour développer l'UOPDP...) témoignait ainsi d'un accord politique très proche de la situation politique et d'une définition très proche des tâches des communistes dans la période sur la manière de combattre les projets bourgeois de droite et de gauche. Ce faisant, la mise en œuvre commune de cette campagne par les deux partis a grandement favorisé le rapprochement des marxistes-léninistes : ces quelques semaines ont plus fait progresser la perspective de l'unification que les nombreux mois qui l'ont précédé, et cela n'est pas l'un des moindres aspects positifs du travail effectué en commun à cette période.

Aujourd'hui se pose le problème de la précision des perspectives données à l'UOPDP sur la base du bilan que l'on fait de ce travail. Il existe sur ces points des différences d'appréciation entre le PCR ml et le PCMLF, qui exposent ici leurs points de vue respectifs.

Pour le PCR ml, l'UOPDP ne saurait être réduite à un simple sigle électoral qui n'aurait plus lieu d'être, une fois les élections finies.

Pour le PCR ml, le projet de constitution de l'UOPDP s'inscrivait dans des perspectives bien plus larges que le simple horizon de mars 78. En cas de victoire de la gauche, il s'agissait de constituer l'opposition révolutionnaire à un gouvernement bourgeois de gauche, de s'opposer à l'instauration d'un système capitaliste d'Etat par le PCF et, parallèlement, aux menaces fascistes de la bourgeoisie de droite incarnées par le RPR de Chirac.

En cas de victoire de la droite, il s'agissait de se placer en position de capitaliser les mouvements de révolte contre la poursuite ouverte de l'austérité par un gouvernement de droite, et de mettre à profit l'avantage que constituait la suppression du verrou électoral, maintes fois invoqué par les révisionnistes et les réformistes pour justifier leur attentisme ces dernières années.

Dans les deux cas il s'agissait de rallier à l'UOPDP ces couches importantes de travailleurs, de représentants du mouvement de masse qui, sans être marxistes-léninistes ou même sympathisants proches des marxistes-léninistes, étaient d'accord avec nous pour préparer l'après 78, pour forger l'autonomie du mouvement de masse à l'égard des partis de gauche et des partis de droite. Nous savions bien évidemment que cette construction ne pourrait être que progressive et ne déboucherait pas au moment de sa constitution, ou même au moment de la campagne électorale, sur le regroupement effectif de tous les secteurs du mouvement de masse. Nous savions que l'UOPDP, en dehors d'une situation de lutte et d'une profonde clarification politique ne pourrait seulement qu'amorcer ce regroupement nécessaire, permettant l'autonomie du mouvement de masse. Mais d'une part nous estimions que la campagne électorale, son enjeu constituait le bon moment pour lancer l'UOPDP, d'autre part nous estimions que quelle que soit l'issue de ces élections, la situation qui en résulterait devrait offrir des possibilités nouvelles de développer l'UOPDP.

Or l'examen du bilan de l'UOPDP a jusqu'à présent confirmé ce point de vue. D'abord lors de la campagne électorale elle-même, la constitution des comités UOPDP a permis de regrouper un premier potentiel de forces qui dépassait en de nombreux endroits le potentiel mis en œuvre par les deux partis dans des conditions similaires : sont venus soutenir activement notre campagne des travailleurs qui jusqu'à présent ne figuraient pas dans les rangs des sympathisants de nos 2 partis et n'étaient pas associés activement à son travail. Et cela d'autant plus que la démarche de construction de l'UOPDP, les rapports qu'elle a noués dès le début de la campagne électorale avec les secteurs du mouvement de masse, sans se capitaliser forcément dans des adhésions immédiates à l'UOPDP, ont favorisé nettement la progression de cette idée justement dans les secteurs du mouvement de masse concernés de la construction d'un front autonome vis-à-vis des partis de gauche, capable de lutter contre les capitalistes.

Ensuite, la campagne électorale terminée, après l'inévitable tassement du travail militant enregistré aux

lendemain immédiats des élections, les comités UOPDP ont entrepris de préciser leurs perspectives. La victoire de la droite, la poursuite et le renforcement de la politique d'austérité par le 3^e gouvernement Barre, alors qu'en même temps les partis de gauche ne peuvent plus arguer des prochaines échéances électorales dont il ne faudrait pas compromettre le résultat, tout cela crée une situation plus favorable aux luttes des travailleurs que dans la situation qui a prévalu de 75 à 78.

La question qu'il faut se poser dans cette situation, c'est : est-ce que oui ou non l'UOPDP peut jouer un rôle original pour le développement des luttes à venir ? Sur la base de plusieurs expériences faites par les comités de l'UOPDP, au moment de la campagne électorale, et après, le PCR répond affirmativement à cette question. Il ne s'agit pas de pronostiquer avec certitude l'éclatement à de très courtes échéances d'un mouvement de masse de très grande ampleur. Il s'agit tout simplement de noter d'une part que la situation pour le développement des luttes est plus favorable que dans la période qui a précédé les élections, d'autre part qu'on assiste aujourd'hui, même de manière dispersée, à un certain renouveau des luttes. Ne convient-il pas de se préparer, pour les échéances de rentrée en particulier, à cette possibilité d'un essor des luttes et l'UOPDP ne peut-elle dans ces conditions jouer un rôle original ? Le PCR ml trouve très positif qu'au moment de la marée noire par exemple, l'UOPDP en Bretagne et ailleurs ait noué de bonnes relations avec les écologistes et le mouvement de lutte anti-marée noire dont elle a été partie prenante.

Le PCR ml trouve très positif que dans une ville comme Grenoble par exemple, lors de la manifestation du 1^{er} mai, l'UOPDP ait pu contribuer efficacement à la constitution d'un pôle en opposition avec les révisionnistes, rassemblant les principaux secteurs du mouvement de masse de la ville de Grenoble.

Le PCR ml trouve très positive l'initiative des camarades de l'UOPDP de Lille qui ont réussi dans un meeting qu'ils avaient organisé avec succès, à rassembler diverses organisations du mouvement de masse et à mener des débats fructueux avec eux, de leur point de vue et du notre, qui a mis en évidence la volonté des différents mouvements de lutte de s'épauler et d'œuvrer à la clarification politique nécessaire à l'essor des luttes.

Ce type d'initiatives prometteuses pour l'avenir, toutes prises par les comités UOPDP après les élections, montrent bien le rôle que l'UOPDP peut jouer dans la situation actuelle. Ni substitut aux organisations de masse existantes sur différents fronts (syndicat, mouvement des femmes, écologistes, logement, cadre de vie...), et dans lesquelles d'ailleurs militent la plupart des militants de l'UOPDP, ni substitut aux partis qui inscrivent leur action dans une perspective stratégique claire et réclament de leurs adhérents un accord idéologique profond, l'UOPDP peut constituer ce lieu de débat, de confrontation entre différents courants du mouvement de masse, permettant de construire des convergences, d'approfondir les questions, et de préparer ainsi le rassemblement des forces pour les luttes. Que ce travail pour être fructueux, doit être souple et multiforme, qu'il donne une large place aux initiatives locales c'est évident, mais qui s'en plaindrait. L'UOPDP a commencé à jouer ce rôle dans un certain nombre d'endroits, il faut le poursuivre tout en prenant pour

soutenir les luttes qui éclatent toutes les initiatives, pour les populariser et rassembler autour d'elles des forces nouvelles. Cette démarche pour construire l'UOPDP prend ainsi pleinement en compte 2 traits caractéristiques de cette période : - l'existence de forces du mouvement de masse soucieuses de forger l'autonomie de ce mouvement par rapport à la tutelle du PCF et du PS, sans être prêtes aujourd'hui à rassembler en une force unique ; - la nécessaire préparation des mouvements de lutte à venir.

La démarche ainsi entreprise par l'UOPDP est entièrement originale, et ne saurait être remplie dans la situation actuelle ni par un parti, ni par une organisation de masse préexistante. C'est dans ce sens que le bilan des comités de l'UOPDP nous pousse à les développer.

POUR LE PCMLF

Pour les militants du PCMLF, il est difficile d'examiner le travail de l'UOPDP indépendamment de l'unité d'action réalisée par les deux partis, le PCR ml et le PCMLF, depuis janvier 78.

De ce point de vue, l'accord en dix points réalisé pour la bataille des législatives nous semble avoir été couronné de succès. En effet, de nombreux travailleurs se sont «rassemblés sur une base anti-capitaliste et anti-révisionniste» (point 3) ; un certain nombre d'entre eux a été organisé autour de la plate-forme politique commune présentée sous le sigle de l'UOPDP. (points 6 et 4). Jamais dans notre pays les marxistes-léninistes n'avaient pu, en claire unité, développer une telle force politique à l'occasion d'une bataille d'une telle envergure au cours de laquelle la division a été la règle, à gauche comme à droite.

Jamais la politique de refus de la bourgeoisie de droite comme de gauche n'a eu autant d'échos ; assurément, la campagne menée en commun par les deux partis dans le cadre de l'UOPDP y a sensiblement contribué. La portée politique de ces faits n'a échappé à personne, ni à nos ennemis qui ont cherché à minimiser l'influence des marxistes-léninistes, ni à nos amis qui se sont réjouis de cette unité d'action et exigent des deux partis qu'ils avancent rapidement dans leur unification, pour un seul parti marxiste-léniniste dans notre pays.

De ce point de vue également, le travail effectué en commun dans le cadre de l'UOPDP a été extrêmement positif. L'action commune, prolongée, menée à tous les niveaux, a fait considérablement avancer l'unité. Dans l'UOPDP, nos camarades à la base, cadres et cadres dirigeants ont milité ensemble, se sont mieux compris ; des malentendus ont été levés ; des points de vue unilatéraux et sectaires de part et d'autre ont été balayés. Sans nul doute, cette capacité nouvelle d'agir en commun jointe à l'importance de l'enjeu politique de mars 78, n'a pas été pour rien dans le rassemblement de sympathisants et de contacts moins proches des deux partis au sein de l'UOPDP.

Impact politique inégalé des marxistes-léninistes au sein du courant «Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche» ; rassemblement et mise à l'action de sympathisants et de contacts autour des marxistes-léninistes ; avancée de l'unification des deux partis : voilà le bilan tout à fait positif du travail commun réalisé par les deux partis au cours de la campagne de mars 78, dans le cadre de l'UOPDP.

Fallait-il poursuivre le travail dans le cadre de JOPDP ? C'est l'avis du PCR ml dès janvier. Quant à nous, nous avons réservé notre réponse, la soumettant au bilan de l'activité de l'UOPDP après les législatives. Dans une « Tribune libre » adressée au *Quotidien du Peuple*, le camarade Jacques Jurquet indiquait au début de mars dernier : « *Le bilan de l'activité et du développement de l'UOPDP qui sera dressé à l'issue de la bataille politique des législatives aura pour but de dégager les enseignements permettant d'assurer la poursuite des efforts commencés en les rendant de plus en plus efficaces.* »

Dès cette date, notre parti avait décidé de poursuivre son action dans l'UOPDP, tout en examinant avec attention la réalité militante des comités et leurs perspectives nouvelles d'action. Il a également participé à la réalisation d'une nouvelle plate-forme politique correspondant à la situation post-électorale.

Deux mois après les élections, l'UOPDP dans son ensemble, s'est trouvée mise en sommeil après l'activité intense de la campagne. Peu de comités ont disparu, mais les forces militantes se sont considérablement réduites, limitées presque exclusivement à des militants et des sympathisants des deux partis. Dans beaucoup de comités, il y a eu bien des interrogations sur les perspectives et l'avenir de l'UOPDP ; ponctuellement, quelques activités ont été menées sur la base desquelles il est difficile de tirer des conclusions définitives et péremptoires.

Une chose nous semble sûre : l'UOPDP n'est pas devenue à ce jour une organisation de masse, rassemblant de nombreux travailleurs sans-parti, sur la base anti-capitaliste et anti-révisionniste générale que nous avions fixée. Or, il existe aujourd'hui, de multiples organisations de masses — syndicats, comités de lutte sur différents fronts, associations de locataires, groupes femmes et écologistes — qui interviennent activement sur les questions que l'UOPDP a soulevées pendant la bataille de mars et qui rassemblent beaucoup plus de travailleurs que l'UOPDP aujourd'hui. Dans ces organisations où les communistes militent et doivent militer activement, ils doivent les gagner à des positions de classe correctes, anti-capitalistes et anti-révisionnistes ; ils doivent y travailler à l'unité en impulsant l'action.

Notre parti comprend mal la nécessité d'une structure intermédiaire originale entre les organisations de masse existantes et le parti communiste ; il s'interroge sur la nécessité d'une structure d'attente, créée en dehors de la lutte des masses populaires et destinée à les accueillir quand elles engageraient des luttes. Notre expérience passée et présente, comme l'expérience du mouvement ouvrier et communiste, nous conduit à être des plus circonspects pour créer « des coquilles vides », qui deviennent vite un écran entre le parti et les masses populaires ou bien se transforment en cartels d'organisation inopérants. Prenons l'exemple de la « marée noire » en Bretagne : des comités de masse anti-marée noire, se sont créés aussitôt, dans lesquels les militants marxistes-léninistes ont été actifs. Par ailleurs, les partis marxistes-léninistes ont exprimé leurs points de vue et participé aux manifestations de rue et aux différentes actions aux côtés d'autres organisations. Nous comprenons mal l'apport spécifique de l'UOPDP dans une telle situation. De la même façon, les contacts pris à Lille avec les organisations de masse participant au meeting du 27 mai, peuvent être pris directement avec le parti marxiste-léniniste. (C'est le cas pour la majorité d'entre elles). Nous ne sommes pas convaincus du rôle original de l'UOPDP en la matière, sans pour autant

exprimer des points de vue définitivement arrêtés et négatifs quant à l'UOPDP.

De notre point de vue, la situation actuelle, où le danger du révisionnisme au pouvoir est momentanément écarté et où la droite se trouve reconduite, impose une double tâche aux marxistes-léninistes.

1. Renforcer le travail de masse du parti, par la participation aux luttes de classe — d'autant plus si elles prennent de l'essor dans les mois qui viennent, — par l'activité au sein de multiples organisations de masse existantes et principalement au sein de la classe ouvrière, dans les syndicats.

2. Renforcer le travail de parti, œuvrer pour un seul parti communiste pour la classe ouvrière de notre pays, organiser dans le parti toute l'avant-garde de la classe ouvrière en l'arrachant à l'influence du révisionnisme moderne.

Ce qui nous apparaît fondamental dans la situation politique d'aujourd'hui, c'est le travail, dans la classe ouvrière, la direction de ses luttes et son organisation.

Il est certain que ces différences d'appréciation concernant l'UOPDP ne sauraient freiner le processus d'unification engagé entre les deux partis. La vie tranchera et décidera quelle appréciation est la plus conforme à la réalité, aux besoins des masses populaires. Il n'y a là aucunement raison de rupture ni d'antagonisme.

Aussi, pour conformer l'attitude des deux partis à leurs appréciations respectives, voilà les décisions prises d'un commun accord.

1. Le PCMLF, dans le souci de laisser se poursuivre l'expérience entamée par le PCRml dans l'UOPDP, suspend sa participation à la structure d'animation centrale (Secrétariat national...).

2. Dans les comités UOPDP, où les militants du PCMLF sont engagés, ils examineront, si ce n'est déjà fait, en accord avec les militants du PCRml et avec les autres militants, la poursuite ou non de leur participation, les modalités de cette poursuite en fonction du travail entamé et des responsabilités concrètes prises ; il ne serait pas sérieux d'abandonner de but en blanc une activité militante engagée et de laisser à l'abandon des sympathisants.

3. Les deux partis échangeront mutuellement des informations concernant l'UOPDP, et poursuivront ainsi, sur la base des faits, la discussion engagée.

Il est bien entendu que ces mesures concernant l'UOPDP ne sauraient remettre en cause les relations à tous les niveaux entre le PCRml et le PCMLF telles qu'elles ont commencé à s'établir au moment de la campagne électorale ; et que les discussions entreprises, la réalisation de l'unité d'action chaque fois que c'est possible doivent sur la base de l'analyse commune de la situation politique, non seulement se poursuivre mais s'intensifier et se développer à tous les niveaux pour avancer dans le processus d'unification.